



CRIMINALITE ENVIRONNEMENTALE AU CAMEROUN

PLAINTES DES RIVERAINS FACE AU ROULEAU COMPRESSEUR INDUSTRIEL

■ **Accaparement des terres, exploitation forestière abusive, exploitation illégale des ressources naturelles, dégradation environnementale, insécurité croissante, affaiblissement des mécanismes de gouvernance, dépossession foncière, promesses non tenues, dialogue de sourds, exploitation minière devenue incontrôlable, titres fonciers étatiques démesurés sont les différentes plaintes non exhaustives des communautés riveraines du Cameroun. Les victimes d'injustices environnementales venues des quatre coins du Cameroun notamment de l'Adamaoua, de l'Est, du Dja-et-Lobo, de l'Océan et de la Sanaga Maritime ont brisé le silence.**

Pp. 6-7



DETROIT D'ORMUZ LE SEISME PETROLIER MONDIAL SECOUE DEJA LES ECONOMIES AFRICAINES

■ **La fermeture du détroit d'Ormuz à la suite de l'escalade militaire au Moyen-Orient provoque une onde de choc sur l'ensemble du marché énergétique mondial. Si l'Afrique n'est que faiblement exposée aux flux directs qui transitent par ce corridor, elle subit déjà les répercussions de la flambée des prix, des tensions sur les carburants et des risques de rupture d'approvisionnement.**

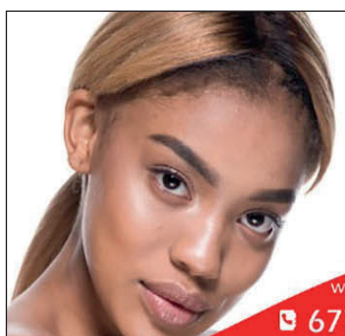
P. 4

PROJET DE FER DE MBALAM LE PROCES ENTRE LE CAMEROUN ET SUNDANCE REPORTE EN FIN 2026

P. 4

FILIERE PALMIER A HUILE LE GROUPE FOTSO JEAN II LANCE UN PROJET DE 39 MILLIARDS FCFA

P. 5



Vous aussi vous avez droit à votre site web avec 

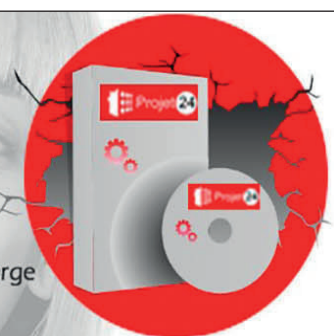
VOTRE SITE WEB

à **55 000** Fcfa en 01 semaine

www.projet24.net / info@projet24.net
677 39 46 99 / 6 57 76 69 44

En Promotion

Inclus dans l'offre :
+ site web
+ nom de domaine
+ e-mails PRO
+ hébergement pris en charge
...



AGRITECH INNOVATION CHALLENGE

Le paysage agropastoral camerounais franchit une étape décisive dans sa mutation digitale. Le 26 mars 2026, Yaoundé a été marqué par le concours pitch de l'Agritech Innovation Challenge. Dans une atmosphère empreinte d'émulation et de créativité, ce concours de pitch a réuni la fine fleur de l'entrepreneuriat technologique local, sous le regard attentif d'un jury d'experts composé de 7 membres et avec le soutien stratégique de la Banque Mondiale.

La sélection des pitches démarre à Yaoundé

Pour cette phase cruciale de présélection, quarante candidats, issus des différentes régions du pays, ont présenté des solutions numériques visant à moderniser les pratiques rurales. Au terme de cette compétition, douze lauréats seront retenus pour bénéficier d'un accompagnement complet du Projet d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC). Chaque solution gagnante pourra ainsi prétendre à un appui financier conséquent, pouvant atteindre 40 millions de francs CFA. Au-delà de l'aspect pécuniaire, ces jeunes entrepreneurs profiteront d'un encadrement technique rigoureux destiné à affiner leurs outils et à faciliter leur mise en relation avec les acteurs clés des chaînes de valeur agropastorales. L'objectif fondamental de cette



initiative dépasse le simple concours de talents. Il s'agit avant tout d'accroître l'inclusion numérique des petits exploitants agricoles. En ciblant les startups, ainsi que les jeunes et les femmes entrepreneurs, le programme encourage le développement d'outils capables d'optimiser la

productivité animale et végétale, d'améliorer les capacités de stockage et de fluidifier la commercialisation des produits. Un accent particulier est mis sur l'Agriculture Sensible au Climat (ASC). Dans un contexte de dérèglement environnemental, les solutions attendues doivent

impérativement répondre aux défis de l'adaptation climatique, tout en intégrant des mécanismes de fintech agropastorale pour faciliter l'accès au financement des agriculteurs.

Le parcours pour atteindre cette finale nationale a été exigeant. Après une première phase de candidatures en ligne, les porteurs de projets ont dû convaincre des jurys d'experts lors des finales régionales avant de converger vers Yaoundé. Cette rigueur garantit que les douze solutions finales représentent ce qui se fait de

mieux en matière d'ingéniosité locale. Cette deuxième édition de l'Agritech Innovation Challenge confirme la volonté du Cameroun de convoquer la dextérité du digital au profit de domaines porteurs tels que l'agriculture, l'élevage et la pêche. En transformant ces secteurs traditionnels par le biais de l'innovation, le pays espère non seulement moderniser son économie, mais aussi offrir de nouvelles perspectives de croissance dans des domaines au potentiel quasi infini.

Albert BOMBA

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Le paysage urbain de la région de l'Est se transforme. Le 18 mars 2026, la commune de Bétaré-Oya a franchi une étape historique avec l'inauguration officielle de sa toute nouvelle cité municipale. La cérémonie a été présidée par le ministre de la Décentralisation et du Développement local, Georges Elanga Obam, marquant ainsi une avancée concrète dans la politique de logement social en zone rurale.

Bétaré-Oya inaugure sa nouvelle cité municipale

Évalué à 459,9 millions FCFA, cette infrastructure moderne est composée de 28 logements dont 22 appartements de type 3 et 6, de type 4 soigneusement répartis pour répondre aux besoins des familles. L'objectif affiché est d'offrir aux populations locales un cadre de vie décent et moderne, tout en renforçant l'attractivité de la commune.

Pour Nicolas Baba, maire de Bétaré-Oya, cette réalisation n'est que la partie visible d'un soutien étatique sans précédent. Entre 2020 et 2025, la municipalité a mobilisé plus de 3,1 milliards FCFA de ressources et financements via le Fonds spécial d'équipement et d'intervention intercommunale (Feicom), illustrant la vitalité du processus de décentralisation. Cette cité municipale s'inscrit dans le cadre plus large du Programme de construction des cités municipales (PCCM). Ce dispositif repose sur un accord-cadre stratégique signé en 2013, unissant les forces du Feicom, du Crédit foncier du Cameroun (CFC) et de l'Association des communes et villes unies du Cameroun (CVUC). Depuis son lancement, le



PCCM a démontré sa capacité à transformer le territoire national. A travers sa mise en œuvre, il a permis la construction de 1 531 logements de types T2 à T5 dans 87 communes réparties sur l'ensemble des dix régions du pays. Également, on note que 30 milliards FCFA ont déjà été investis à travers deux lignes de crédit ouvertes en 2013 et 2021.

L'aventure du logement communal ne s'arrête pas là. Depuis 2025, le Crédit foncier prépare activement une troisième ligne de financement de 30 milliards FCFA. Cette nouvelle enveloppe

ne vise pas seulement à ériger des murs, mais à bâtir une économie locale résiliente. Ce volet futuriste du programme ambitionne de mobiliser 1 200 jeunes sur les différents chantiers nationaux, favorisant ainsi l'insertion professionnelle et le transfert de compétences. Parallèlement, le projet prévoit de soutenir la création d'une cinquantaine de PME spécialisées dans le BTP au sein même des collectivités locales, garantissant que l'investissement public profite directement au tissu entrepreneurial de proximité.

Françoise ESSONO

RÉACTIONS

Ghislain Kamdem Nnoubissi, promoteur de la start-up 4PET

«4PET vient proposer une solution qui peut permettre de numériser une ferme aquacole»

4PET dans le cadre de ce projet de la deuxième édition de Agritech Innovation, vient proposer une solution qui peut permettre à tous les citoyens et aux élèves de numériser leur ferme aquacole et surtout, pour ceux qui font la production des aliments pour poisson. La solution que 4PET propose, c'est une intelligence qui peut permettre de commander tous les dispositifs qui entrent dans la production de l'aliment et notamment dans l'analyse de la bromatologie de cet aliment afin de mettre à disposition un aliment de qualité aux pisciculteurs et de vulgariser la solution. Concernant l'événement, c'est plutôt cool. L'entretien se fait de manière objective. On veut que le start-uppeur présente de manière concrète la solution qu'elle apporte. A quel niveau ça peut vraiment impacter la société et le mouvement du secteur d'activité. Et puis l'état d'évolution de votre idée ou de votre solution. En tant que jeune start-uppeur, je ne peux que motiver les jeunes à s'intéresser à



l'entrepreneuriat et à développer des systèmes numériques pour pouvoir faciliter les choses. Parce que de nos jours, il faut, mettre beaucoup plus l'accent sur la réduction de l'énergie. On ne doit plus trop travailler de manière physique. Il faut plutôt trouver des systèmes pour réduire la dépense énergétique et beaucoup plus numériser les choses.

Rodrigue Anoutsa, Ingénieur et promoteur de la start-up Fishtech.ai Cameroun S.A.S

« Nous venons avec une application de cours en ligne en pisciculture, déjà bien structurée »



Fishtech est une start-up spécialisée dans le développement des solutions numériques alliant l'intelligence artificielle, donc les données des objets et l'open source hardware dans le développement des solutions pour optimiser le domaine de l'aquaculture et de la pêche. Dans le cadre du programme Agritech, nous sommes là pour présenter un package de solutions Fishtech. Ici, nous venons avec une application de cours en ligne en pisciculture, déjà bien structurée, plus de 50 cours bien structurés, avec des quiz et bien des formations quasiment certifiantes. A cela sont associés des dispositifs conçus par nous, qui permettent le contrôle à distance des fermes piscicoles. Donc, à l'aide de nos sondes installées dans vos fermes, les

données collectées sont stockées sur le cloud et traitées. Nous avons la possibilité d'avoir accès aux paramètres physico-chimiques de notre ferme, ce qui va nous permettre avec ces données, de prédire les maladies, c'est-à-dire réduire le taux de mortalité, d'optimiser l'alimentation des poissons dans nos étangs et de pouvoir manipuler les paramètres physico-chimiques de l'eau. En sachant que, quand on fait dans la pisciculture ou la pêche, un seul paramètre peut réduire ou perdre toute une grosse production. C'est ce qui nous est arrivé plusieurs fois et nous avons essayé de mettre ce genre de programme sur pied pour essayer de pallier ce genre de difficultés.

Pour la pêche aussi, nous avons une application toujours de Fichetech qui est encore en cours de développement, qui n'est pas encore maturée comme il faut, mais qui permet de lutter contre la pêche illégale, illicite et non déclarée, et de contrôler les produits de pêche et de mettre aussi en même temps les pêcheurs en relation avec le marché. De telle façon, quand le pêcheur, il a pêché, le marché a directement accès à partir d'une plateforme toujours que nous développons.

Propos recueillis par Albert BOMBA

COOPÉRATION CAMEROUN-ARABIE SAOUDITE

Le réseau routier de la région du Nord s'apprête à connaître une transformation majeure. Le 23 mars 2026, une étape décisive a été franchie à Yaoundé avec la signature d'un accord de prêt de 75 millions de dollars, soit environ 42 milliards de FCFA, entre le gouvernement camerounais et le Saudi Fund for Development (SFD).

42 milliards de FCFA pour désenclaver l'axe Sorawel-Dourbey

Ce partenariat stratégique a été scellé par le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, Alamine Ousmane Mey, et Sultan Al-Marshad, président-directeur général du SFD. Cet investissement massif est intégralement dédié à la réhabilitation de la route Sorawel-Dourbey, un tronçon vital pour l'économie septentrionale. L'appui du bailleur saoudien se traduit par un prêt concessionnel. Ce mécanisme financier se distingue par des conditions particulièrement favorables pour les caisses de l'État, incluant un faible taux d'intérêt et une période de remboursement étendue. Pour le Cameroun, ce soutien permet de concrétiser un projet structurant tout en maîtrisant la soutenabilité de sa dette. Au-delà des chiffres, cet accord témoigne de la solidité des relations diplomatiques et économiques entre Yaoundé et Riyad, orientées vers le développement des infrastructures de base.

La route Sorawel-Dourbey ne se limite pas à une simple infrastructure locale, elle



représente un véritable cordon ombilical pour le commerce transfrontalier. En reliant le Cameroun, le Nigeria et le Tchad, cet axe est considéré comme un pilier de l'intégration régionale en Afrique Centrale. Selon le Saudi Fund for Development, l'objectif est de réduire l'isolement des populations rurales et renforcer la connectivité intérieure et transfrontalière.

Dans cette zone où la qualité des routes dicte le rythme des échanges, la modernisation de cet axe est une réponse directe aux contraintes logistiques qui pèsent sur les opérateurs économiques. « Le projet vise à réduire l'isolement et à renforcer la connectivité intérieure et transfrontalière en modernisant les infrastructures routières et en facilitant le

commerce entre le Cameroun, le Tchad et le Nigeria ».

Le projet technique prévoit la construction d'une chaussée moderne à double voie sur un linéaire de 77 km. Cette mise aux normes internationales vise deux résultats immédiats dont l'amélioration de la sécurité routière sur un axe autrefois difficile ; l'efficacité du transport de marchandises et des personnes, réduisant ainsi les temps de trajet entre les trois pays

frontaliers. En somme, cette réhabilitation s'inscrit dans une vision globale de désenclavement territorial. Elle confirme la volonté des autorités camerounaises de transformer les défis géographiques en opportunités économiques, tout en consolidant la position du pays comme hub logistique entre le Golfe de Guinée et le bassin du Lac Tchad.

Jean NDI

LUTTE CONTRE LES VBG

Face à la montée vertigineuse des féminicides dont les chiffres récents font état de 26 cas perpétrés en 8 semaines au Cameroun, cette Entreprise de communication et d'intelligence pilotée Jean Olivier Owona entend attirer l'attention de tous sur la sacralité de la vie. C'est le prétexte du forum national de sensibilisation et de prévention contre les féminicides organisé du 26 au 27 Mars 2026 à l'université catholique Sainte Thérèse de Yaoundé. Un cadre stratégique de réflexion qui a vu les contributions de la société civile, du clergé, des juristes et des scientifiques.

JOO Success Event engage les acteurs dans le plaidoyer

Les violences basées sur le genre et particulièrement les féminicides traduisent une crise sociale profonde mêlant facteurs culturels, économiques, psychologiques et juridiques. Pour Comprendre pourquoi les hommes se transforment en bourreau de leur épouse, plusieurs approches ont été soulevées par les experts soulignant unanimement que ce crime part de la rupture totale de dialogue entre les conjoints.

Pour le médecin psychiatre Pr Ntong Félicien, « un pays sans santé mentale ne peut pas évoluer ». Dans une société en perte de repères comme la nôtre, la violence ou l'agressivité sont souvent liées aux problèmes de santé mentale. Pour les cas de féminicides, les hypothèses de meurtre peuvent venir soit par accident, par préméditation (meurtre en série) ou par impulsivité. Le psychiatre précise à cet effet que le bien être mental peut être affecté par des facteurs comme la pauvreté, les tensions de la vie, l'absence de tolérance envers l'autre et on note aussi des facteurs aggravants comme la consommation des stupéfiants surtout chez les jeunes. C'est pour ainsi dire une notion transversale qui souligne l'importance d'adresser cette problématique de manière Holistique et en tenant compte des spécificités culturelles et sociales de chaque communauté. Par ailleurs, le médecin suggère la prévention comme clé pour éviter les problèmes de santé mentale tout en demandant de l'inclure obligatoirement dans les hôpitaux afin que ceux-ci ne soient plus uniquement des lieux de traitement.

Dans le témoignage de Miss maman Cameroun Aréka Yvonne Zola, une victime de violence conjugale, l'on apprend également que les violences contre le genre ne sont pas



seulement physiques. Elles peuvent aussi revêtir des formes psychologiques notamment lorsque la victime subit des injures, des outrages ou la maltraitance à outrance. Le traumatisme psychologique laisse également des marques à vie, par conséquent elle conseille aux femmes de briser le silence face à ces persécutions et aux parents de ne pas abandonner leurs responsabilités vis à vis de leur fille quelque soit la situation. A l'église catholique, ce débat sur les féminicides a suscité un vif intérêt. Le directeur de l'Unicasty l'abbé Emeran Erega traduisant la pensée de l'archevêque métropolitain de Yaoundé a réitéré la nécessité pour chacun de préserver la vie. Il a rappelé que les féminicides existent depuis la nuit des temps en se référant à la parabole de Jean 11 dans la bible sur la tentative de lapidation d'une femme adultérine. Il faut par conséquent combattre les préjugés qui tendent à faire de la femme l'esclave de l'homme. Il argue que « l'Eglise ne condamne pas non plus le bourreau mais soulève le problème sur le plan socio anthropologique pour anticiper sur ce mal ». L'Eglise appelle donc à revenir aux fondamentaux : la promotion de la vie et la dignité humaine en mettant en avant l'amour du prochain tel que prônée dans la bible. De plus il faut promouvoir la masculinité positive. Ce sont ces valeurs que l'église catholique

implémente dans son système éducatif pour une formation intégrale des jeunes qui seront des adultes de demain. Quant à l'ONG Marguerita Holistic Center (M2HC), M Onambélé, le coordonnateur technique pense que compte tenu d'un environnement qui expose à la violence, la thérapie réside sur la prévention, la sensibilisation et l'accompagnement psychosocial des jeunes et des survivantes. Du point de vue juridique, Maître Okala Ernest avocat au barreau du Cameroun relève l'urgence d'une loi punitive contre les VBG en invitant les pouvoirs publics et les juridictions à compléter le vide juridique qui persiste encore sur cet aspect.

A la faveur de ce forum, Il convient de dire qu'en réunissant autant d'experts autour d'une réflexion multidisciplinaire sur la problématique des féminicides, le promoteur Jean Olivier Owona veut apporter sa pierre pour le combat contre cette nébuleuse. Il s'agit de se lever pour la vie car la vie n'a pas de prix. Un manifeste de recommandations va ensuite être transmis aux autorités compétentes afin de les aider à forger les armes juridiques nécessaires pour la pénalisation effective des féminicides au Cameroun.

Germaine Ngo Holl

SANTÉ NATURELLE

L'OCMH forme les praticiens à la fabrication de remèdes traditionnels normés

Dans un contexte de retour aux sources et de valorisation des richesses locales, la médecine holistique franchit un nouveau palier de professionnalisation au Cameroun. Le 28 mars 2026, l'Organisation des Chercheurs et Médecins Holistiques (OCMH) a franchi une étape majeure de sa mission en organisant un atelier de formation technique de haut niveau, consacré à la conception de baumes, d'onguents et de pommades thérapeutiques.

Portée par la vision de son Président-Fondateur, le Dr. BOHONO OKOGO Jacques Édouard, cette initiative vise à transformer des savoirs séculaires en solutions de santé modernes, sûres et accessibles. L'atelier a réuni un auditoire éclectique notamment les praticiens chevronnés, apprenants enthousiastes et acteurs engagés de la santé naturelle. L'enjeu central de cette session résidait dans l'alliance de la tradition et de l'innovation. Si les vertus curatives des plantes médicinales africaines ne sont plus à prouver, leur transformation nécessite aujourd'hui une approche rigoureuse pour garantir tant leur efficacité que leur innocuité. Sous l'encadrement d'experts, les participants ont exploré plusieurs modules critiques dont la sélection rigoureuse des plantes aux propriétés actives, la maîtrise des procédés permettant de conserver toute la puissance thérapeutique des végétaux, la technique de mélange pour obtenir des textures stables et efficaces, l'application de standards stricts pour assurer la conservation et la sécurité des produits finis.

Au-delà de l'aspect technique, cette formation revêt une dimension politique et sociale profonde. En encourageant une production locale de qualité, l'OCMH entend répondre directement aux besoins sanitaires des populations tout en réduisant la dépendance du pays vis-à-vis des solutions pharmaceutiques importées. Le Dr. BOHONO OKOGO Jacques Édouard a profité de cette tribune pour plaider en faveur d'une structuration plus poussée



du secteur. Pour lui, la médecine traditionnelle ne doit plus être perçue comme un recours secondaire, mais comme un véritable pilier du système de santé national. Cela passe, selon le président de l'OCMH, par une synergie accrue entre la recherche scientifique, la formation continue et l'encadrement des praticiens sur le terrain.

À travers cette dynamique, l'Organisation réaffirme son engagement pour une médecine intégrative où la science vient valider et sublimer la tradition. Cette démarche s'aligne parfaitement sur les orientations nationales de valorisation des ressources locales et de renforcement de la santé communautaire. En transformant le patrimoine médicinal africain en produits finis répondant aux exigences contemporaines, l'OCMH ne se contente pas de transmettre des recettes, elle bâtit les fondations d'une économie de la santé autonome, au service du bien-être durable des populations..

Albert BOMBA

DÉTROIT D'ORMUZ

La fermeture du détroit d'Ormuz à la suite de l'escalade militaire au Moyen-Orient provoque une onde de choc sur l'ensemble du marché énergétique mondial. Si l'Afrique n'est que faiblement exposée aux flux directs qui transitent par ce corridor, elle subit déjà les répercussions de la flambée des prix, des tensions sur les carburants et des risques de rupture d'approvisionnement. Cette crise relance avec force le débat sur le raffinage local, la sécurité énergétique et la transition vers des alternatives moins dépendantes du pétrole importé.

Le séisme pétrolier mondial secoue déjà les économies africaines

Le détroit d'Ormuz, mince passage entre le Golfe persique et l'océan Indien, agit comme l'une des artères vitales de l'économie mondiale. Une part considérable du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel liquéfié y circule chaque jour, alimentant aussi bien l'Asie que l'Europe et d'autres grands pôles de consommation. Le blocage provoqué par la guerre déclenchée fin février a brutalement désorganisé cette mécanique. Les volumes transportés ont chuté en quelques jours, comprimant l'offre mondiale et poussant les cours du brut à la hausse. Pour les marchés, l'effet a été celui d'un électrochoc : moins de cargaisons disponibles, davantage d'incertitudes, et une prime de risque immédiatement intégrée aux prix.

DES SOLUTIONS DE CONTOURNEMENT INSUFFISANTES
Certains producteurs du Golfe disposent bien d'oléoducs capables d'éviter partiellement le détroit. Mais ces infrastructures ne peuvent absorber qu'une fraction des volumes habituellement expédiés. Autrement dit, les voies de secours ressemblent



à des soupapes trop étroites pour un système sous haute pression. La libération exceptionnelle de stocks stratégiques décidée par les grandes économies industrialisées a permis de calmer momentanément les marchés. Cependant, ces réserves ne constituent qu'un amortisseur de court terme. Elles ralentissent la secousse, sans pouvoir réparer durablement la fracture logistique.

L'AFRIQUE TOUCHÉE PAR RICOCHET

Le continent importe relativement peu de pétrole via Ormuz en comparaison avec d'autres régions. Pourtant, la crise s'y fait déjà sentir avec acuité. La raison est simple : même sans dépendance directe, les pays africains restent branchés sur des prix internationaux désormais sous tension. Les premiers effets sont visibles dans plusieurs économies. En Afrique de l'Est, le prix des carburants s'envole, avec des hausses spectaculaires observées notamment en Somalie. En Afrique australe, le diesel devient plus

coûteux, pesant sur le transport routier, l'industrie et la production agricole. Au Kenya, certaines stations-service commencent à connaître des pénuries ponctuelles, tandis que les autorités cherchent à amortir le choc fiscalement. Pour de nombreux États fortement dépendants des importations de carburants raffinés, le risque dépasse la simple inflation à la pompe. Il menace la chaîne logistique entière : transport des marchandises, fonctionnement des groupes électrogènes, coûts de production et stabilité des réseaux de distribution.

LE NIGERIA, ILLUSTRATION D'UNE MEILLEURE RÉSILIENCE
Dans ce paysage fragilisé, le Nigeria apparaît comme un cas à part. La montée en puissance de la raffinerie Dangote Group offre au pays une capacité nouvelle à sécuriser une partie de ses besoins domestiques. Cette base industrielle ne protège pas totalement les consommateurs contre la hausse mondiale des cours, mais elle réduit la vulnérabilité liée aux importations de produits finis. Le contraste avec d'autres pays

subsahariens souligne l'importance stratégique du raffinage local.

UNE CRISE QUI RAVIVE LES DÉBATS STRUCTURELS
Au-delà de l'urgence, cette perturbation remet au premier plan une faiblesse chronique : la dépendance africaine aux carburants importés. Le moindre choc géopolitique ou sécuritaire peut provoquer des tensions immédiates sur les transports, la production électrique et le coût de la vie. La réponse de long terme se dessine sur plusieurs fronts : investir dans les raffineries, sécuriser les corridors logistiques régionaux, renforcer les stocks de sécurité et accélérer l'électrification des usages. Le développement des énergies renouvelables et des transports électriques pourrait, à terme, agir comme un bouclier contre ce type de tempête pétrolière. En somme, la crise d'Ormuz agit comme un révélateur brutal : pour l'Afrique, la souveraineté énergétique n'est plus seulement un enjeu industriel, mais une condition de résilience économique.

Clarance BIYICK

CIMENTERIE

Malgré une année 2025 marquée par des turbulences politiques et une baisse de régime commerciale, le géant nigérian Dangote Cement réaffirme ses ambitions au Cameroun. Entre flux transfrontaliers massifs de matières premières et projets d'extension d'envergure, le groupe de l'homme d'affaires Aliko Dangote prépare une offensive stratégique pour l'exercice 2026.

Dangote Cement mise sur le Nigeria et de nouveaux investissements



Le clinker, cet intrant indispensable à la fabrication du ciment, reste le lien ombilical entre la maison-mère nigérienne et ses unités de broyage dans le golfe de Guinée. En 2025, le Nigeria a exporté 970 100 tonnes de clinker vers le Cameroun et le Ghana, soit une progression de 6,9 % par rapport à l'année précédente. Ces cargaisons, acheminées par une flotte de 34 navires, représentent près de 70 % des exportations totales de clinker du groupe. Ce flux constant a permis à l'usine de Douala de maintenir sa production, malgré un contexte économique local particulièrement difficile. Le bilan comptable de la filiale camerounaise au 31 décembre 2025 laisse apparaître un recul significatif. Le

volume de ventes est de 1,2 million de tonnes, contre 1,4 million en 2024 (soit une baisse de 14,1 %) ; l'usine de Douala a tourné en deçà de sa capacité nominale de 1,5 million de tonnes par an. Selon la direction du groupe, ce ralentissement est directement imputable aux « incertitudes liées aux élections ». La présidentielle d'octobre 2025 et les troubles ayant suivi la proclamation des résultats ont freiné l'activité économique, particulièrement à Douala, centre névralgique de la distribution de ciment dans le pays. Loin de se laisser décourager par ces chiffres, Dangote Cement anticipe une reprise vigoureuse dès 2026. Le groupe parie sur les grands chantiers d'infrastructure nationaux, notamment

la poursuite de l'autoroute Douala-Yaoundé ; les nombreux projets routiers et de franchissement (ponts) à l'échelle nationale ; le dynamisme de l'auto-construction dans les centres urbains. Pour accompagner cette demande, Aliko Dangote a signé, le 28 février 2026, un contrat massif d'un milliard de dollars (environ 592,6 milliards FCFA) avec le constructeur chinois Sinoma Engineering. Au Cameroun, cet investissement pourrait se traduire par une augmentation concrète de l'offre locale. Deux scénarios sont actuellement sur la table des décideurs de Lagos notamment l'extension de l'usine actuelle de Douala, située sur les berges du Wouri, pour maximiser les installations existantes ; la relance du projet de Nomayos, dans la périphérie de Yaoundé. Ce projet d'usine, en sommeil depuis plus d'une décennie, permettrait au groupe de se rapprocher du bassin de consommation de la capitale et des grands chantiers du Centre et du Sud. En renforçant ainsi son dispositif, Dangote Cement, présent au Cameroun depuis 2015, entend consolider sa position face à la concurrence historique de Cimencam et aux nouveaux entrants, dans un marché de la construction en pleine mutation.

Albert BOMBA

PROJET DE FER DE MBALAM

Le procès entre le Cameroun et Sundance reporté en fin 2026

Le feuilleton judiciaire qui oppose l'État du Cameroun à la junior minière australienne Sundance Resources connaît un nouveau rebondissement. Initialement attendu pour ce mois de mars 2026, le verdict de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI) de Paris a été officiellement décalé à la fin de l'année en cours.

Ce report, le second après celui de fin 2025, s'expliquerait par l'introduction de nouveaux éléments de défense versés au dossier par la partie camerounaise. Un délai supplémentaire qui prolonge une procédure entamée en 2021 autour de l'un des plus importants gisements de fer d'Afrique centrale. Au cœur de cette bataille juridique, le retrait par le Cameroun et le Congo des droits de développement du projet Mbalam-Nabeba à Sundance, pour les confier à des investisseurs chinois. La société australienne, s'estimant lésée, réclame une compensation record de 3 401,6 milliards FCFA (environ 5,5 milliards de dollars). Ce montant astronomique fait l'objet d'une vive contestation à Yaoundé. De son vivant, l'ancien ministre des Mines, Gabriel Dodo Ndocké, estimait que Sundance n'avait engagé que 94 milliards FCFA en frais de recherche. Si le défunt ministre plaiderait pour un règlement à l'amiable à hauteur de cette dette, la présidence de la République a choisi la voie de la confrontation judiciaire devant la CCI, pariant sur une victoire totale. L'optimisme semble de mise côté camerounais depuis janvier 2026. En effet, Sundance a subi un revers majeur dans une procédure similaire dirigée contre le Congo-Brazzaville, où la Cour de la CCI a débouté la firme australienne. Le dossier de l'État repose sur l'incapacité chronique de Sundance à mobiliser les financements

nécessaires malgré plusieurs prorogations de ses licences. Le projet exigeait des investissements colossaux, notamment la construction d'un chemin de fer de 500 km reliant Mbalam au port de Kribi ; le développement de la mine et d'un terminal minéralier spécialisé ; les échecs successifs des négociations avec des partenaires comme China Gezhouba (2015) ou AustSino (2018) ont fini par user la patience des autorités. Pendant que la procédure arbitrale suit son cours, le projet de Mbalam-Nabeba a repris vie sous une nouvelle bannière. Depuis 2022, le permis d'exploitation côté camerounais appartient à Cameroon Mining Company Sarl (CMC), une filiale de Bestway Finance, tandis que le volet ferroviaire est piloté par AustSino. L'enjeu industriel reste titanesque. Le gisement est dimensionné pour produire, dans sa première phase, 40 millions de tonnes de minerai de fer par an sur une période de 12 ans. Une seconde phase d'exploitation de 15 ans est prévue pour transformer l'itabirite hématite à haute teneur, positionnant le complexe transfrontalier comme un futur moteur de croissance pour le Cameroun et le Congo. Le verdict de fin 2026 déterminera si cette relance se fera avec ou sans une lourde ardoise financière à régler à l'ancien partenaire australien.

Albert BOMBA

CAFÉ ARABICA

Le réchauffement climatique menace l'équilibre historique de la filière café. Selon une récente analyse de Rabobank, près d'un cinquième des surfaces aujourd'hui consacrées à l'arabica pourraient devenir impropres à cette culture à l'horizon 2050. Derrière cette moyenne mondiale se cachent de fortes disparités entre pays gagnants et perdants, qui obligent déjà producteurs, négociants et torréfacteurs à revoir leurs stratégies.

La carte mondiale de la production pourrait être profondément redessinée

Pilier des échanges agricoles mondiaux et troisième boisson la plus consommée après l'eau et le thé, le café figure parmi les productions les plus vulnérables à la hausse des températures. L'arabica, variété dominante sur le marché international, dépend d'un équilibre climatique délicat : chaleur modérée, alternance saisonnière des pluies et zones ombragées. Or, cet équilibre se fragilise. D'après les projections de Rabobank, environ 20 % des terres actuellement exploitées pour l'arabica ne réuniraient plus les conditions nécessaires d'ici le milieu du siècle. Ce recul marque une nette aggravation par rapport à la situation actuelle, où les zones déjà jugées inadaptées restent encore limitées. La transformation progressive des régimes de pluie, la multiplication des sécheresses et la fréquence accrue des épisodes météorologiques extrêmes modifient en profondeur la géographie de la "ceinture du café", cet espace tropical compris entre les deux tropiques où se concentre l'essentiel de la production mondiale.

Tous les grands producteurs ne seront pas touchés avec la même intensité. Certains pourraient même bénéficier du déplacement des zones agroclimatiques favorables. L'Éthiopie apparaît comme l'un des pays les mieux positionnés pour tirer parti de cette mutation. Les surfaces



considérées comme propices à la culture de l'arabica devraient y progresser sensiblement, avec une forte hausse des zones à très haut potentiel. Cette évolution pourrait renforcer encore le rôle stratégique du pays sur le marché mondial. À l'opposé, le Honduras ferait face à la contraction la plus brutale parmi les grands producteurs étudiés.

Les espaces réellement favorables à la culture pourraient s'y réduire de façon spectaculaire, faisant peser un risque majeur sur les revenus agricoles et les exportations. Le Brésil, premier producteur

mondial, conserverait pour sa part une base productive solide malgré une baisse sensible des terres optimales. Le pays resterait ainsi en mesure de préserver une position dominante, même dans un environnement plus contraignant. La Colombie, autre référence de l'arabica, verrait également progresser la part des cultures implantées dans des zones devenues moins adaptées, ce qui pourrait affecter à la fois les rendements et la qualité recherchée sur les marchés premium.

Au-delà des producteurs, c'est l'ensemble de l'écosystème caféier qui se retrouve face

à une phase charnière. Déplacement des bassins d'approvisionnement, volatilité des volumes, évolution des profils aromatiques : les effets attendus dépassent largement la seule question agricole. Pour les importateurs et les torréfacteurs, l'enjeu est désormais d'anticiper plutôt que de subir. Diversifier les origines, sécuriser des partenariats de long terme dans de nouvelles régions et intégrer les données

climatiques dans les décisions d'achat deviennent des impératifs stratégiques. Les investissements dans l'agriculture dite climato-intelligente, la traçabilité et la coopération entre acteurs devraient jouer un rôle central dans la capacité du secteur à absorber le choc.

La Rédaction

AVICULTURE

Le Nigeria et la Chine s'allient dans un projet géant de 900 millions USD

Le Nigeria passe à la vitesse supérieure pour combler son déficit en protéines animales. En partenariat avec des investisseurs chinois, le géant ouest-africain prépare le lancement d'un programme d'investissement massif de 900 millions USD (environ 540 milliards FCFA). L'objectif est de bâtir une industrie avicole totalement intégrée pour éradiquer les importations illégales et garantir la sécurité alimentaire de ses 200 millions d'habitants.

Révéle le 25 mars 2026 par Joseph Tegbe, responsable du partenariat stratégique Nigeria-Chine, le plan repose sur un maillage territorial stratégique. Le pays prévoit l'implantation d'une ferme avicole intégrée dans chacune de ses six zones géopolitiques. Chaque unité de production, évaluée à 150 millions USD, sera un modèle d'autonomie. « Lorsque nous atteindrons 6 millions d'œufs par jour, chacune des fermes devra compter 1 million de poules pondeuses et 300 000 poulets de chair. Chacune de ces fermes avicoles devra disposer de sa propre centrale électrique, de son abattoir et de son couvoir. Chaque ferme avicole intégrera une stratégie d'intégration en amont, car nous ne voulons pas mettre en place une ferme et devoir importer les matières premières pour l'alimentation. », affirme le responsable. Pour éviter la dépendance aux intrants importés, le projet intègre une stratégie d'intégration en amont dont chaque complexe sera adossé à une exploitation agricole de 10 000 hectares dédiée à la culture du maïs et du soja, piliers de l'alimentation animale.

Le montage financier de cette ambition est mixte. Le gouvernement nigérian financera intégralement les deux premières fermes pour lancer la dynamique. Les quatre suivantes bénéficieront d'un cofinancement dont 85 % apportés par les partenaires chinois et 15 % par l'État nigérian. « Dans une première phase, nous assurons un financement intégral... Ensuite, la phase suivante reposera sur un financement conjoint, avec une contribution des partenaires chinois. Ce financement sera étalé sur dix ans, avec un moratoire de trois ans », confie M. Tegbe. Ce prêt, étalé



sur dix ans avec un moratoire de trois ans, s'accompagne d'une vision à long terme. Une fois les installations opérationnelles, le gouvernement prévoit de transférer la gestion de ces actifs à des opérateurs privés locaux pour garantir leur pérennité et leur rentabilité.

Bien que l'importation de viande de poulet soit interdite au Nigeria depuis 2003, le marché noir reste florissant. Selon le groupe Olam Agri, entre 150 et 200 millions USD de volaille entrent illégalement dans le pays chaque année, signe que la production locale actuelle (700 000 tonnes de viande) reste insuffisante. L'industrie locale fait face à des obstacles persistants. Le maïs et le soja représentent souvent le principal poste de dépense des éleveurs ; les risques de maladies animales et les failles de biosécurité pèsent sur les rendements ; l'accès au crédit est un frein majeur pour les petits exploitants du secteur.

Avec un cheptel de près de 810 millions de têtes en 2024, la volaille est déjà le segment le plus dynamique de l'élevage nigérian (7 % du PIB). Ce méga-projet avec la Chine pourrait enfin permettre au Nigeria de transformer son potentiel en une puissance avicole capable de nourrir sa population tout en créant des milliers d'emplois ruraux.

Jean NDI

FILIÈRE PALMIER À HUILE

Face au défi structurel de la souveraineté alimentaire, le secteur privé camerounais passe à l'offensive. Le groupe Fotso Jean II, acteur majeur de la transformation des oléagineux, vient de sceller un partenariat stratégique avec l'État pour sécuriser son approvisionnement en matière première et réduire la dépendance du pays aux importations d'huile de palme brute.

Le groupe Fotso Jean II lance un projet de 39 milliards FCFA

Le 19 mars 2026, un protocole d'accord (MoU) historique a été signé à Yaoundé entre le ministère de l'Agriculture et du Développement rural (Minader) et la société SCS ALID, filiale du groupe Fotso. Ce projet ambitieux prévoit l'aménagement de plantations industrielles sur une superficie de 25 000 hectares dans la localité de Yoko, région du Centre. L'accord repose sur un partage clair des responsabilités. L'État camerounais s'engage à garantir l'accès au foncier, à faciliter les démarches administratives locales et à valider les aspects techniques du projet ; le groupe Fotso, représenté par la présidente de son conseil d'administration, Edith Rachelle Fotso, et son directeur général, Patrick Fotso, mobilisera un investissement colossal de 39,4 milliards FCFA. Ce financement, soutenu par des partenaires de poids comme la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), servira non seulement à la création des plantations mais aussi au développement des infrastructures de transformation industrielle associées.

Le Cameroun traverse une crise de disponibilité de l'huile de palme brute. Selon l'Association des Raffineurs des Oléagineux du Cameroun (ASROC), les



besoins annuels culminent à 1,18 million de tonnes, alors que la production nationale plafonnait à environ 447 000 tonnes en 2024. Ce déficit contraint les industriels à importer massivement d'Asie ou d'Afrique de l'Ouest. L'impact attendu du projet SCS ALID est majeur. Les premières récoltes sont prévues dès la 6ème année avec 60 000 tonnes de noix. La pleine maturité devrait être atteinte à la 8ème année, avec un potentiel de 216 000 tonnes d'huile brute.

Egalement, avec un impact macroéconomique, une contribution directe à la réduction d'environ 40 % des importations nationales actuelles est prévue. « Les options retenues dans la Stratégie de Développement du Secteur Rural 2020-2030 visent à accroître la

production d'huile de palme de 600 000 tonnes en 2030. Cette dynamique vise à réduire le déficit structurel d'huile de palme, ceci dans le but ultime de mettre à la disposition des industries utilisatrices, la matière première de qualité en quantités suffisantes pour impulser l'économie agricole locale », a déclaré Gabriel Mbairrobe. Pour le groupe Fotso Jean II, ce projet est le chaînon manquant d'une stratégie d'intégration industrielle réussie. Déjà propriétaire de la marque

d'huile raffinée Star Oil et de la Société camerounaise de savonnerie (SCS), le groupe a récemment renforcé ses capacités de transformation avec une nouvelle raffinerie à Douala capable de traiter 500 tonnes par jour. En devenant producteur de sa propre matière première, le groupe sécurise non seulement ses marges face à la volatilité des cours mondiaux, mais il s'impose également comme un pilier de la nouvelle économie agricole camerounaise, capable de fournir des huiles de qualité en quantités suffisantes pour le marché local et sous-régional.

Françoise ESSONO

CRIMINALITÉ ENVIRONNEMENTALE AU CAMEROUN

Accaparement des terres, exploitation forestière abusive, exploitation illégale des ressources naturelles, dégradation environnementale, insécurité croissante, affaiblissement des mécanismes de gouvernance, dépossession foncière, promesses non tenues, dialogue de sourds, exploitation minière devenue incontrôlable, titres fonciers étatiques démesurés sont les différentes plaintes non exhaustives des communautés riveraines du Cameroun. Les victimes d'injustices environnementales venues des quatre coins du Cameroun notamment de l'Adamaoua, de l'Est, du Dja-et-Lobo, de l'Océan et de la Sanaga Maritime ont brisé le silence.

Plaintes des riverains face au rouleau compresseur industriel

Organisé par le Centre pour l'Environnement et le Développement, ce forum, véritable carrefour d'expériences entre peuples autochtones et communautés riveraines, a permis de documenter une réalité brutale : le modèle actuel d'exploitation des ressources naturelles génère une crise humaine et écologique profonde. S'appuyant sur les expériences vécues des communautés riveraines et des peuples autochtones, les échanges ont mis en lumière une convergence préoccupante de dynamiques. Au-delà de la diversité des contextes géographiques (zones côtières, forestières et savanicoles), les constats révèlent des tendances structurelles communes qui remettent en cause les modèles actuels d'exploitation des ressources naturelles.

SUD-CAMEROUN : LE CRI D'ALARME DES COMMUNAUTÉS RIVERAINES FACE AU ROULEAU COMPRESSEUR INDUSTRIEL

Derrière les chiffres de la croissance et les grands projets d'infrastructure se cache une réalité plus sombre pour les populations autochtones et riveraines du bassin du Dja. Entre exploitation forestière abusive, mines anarchiques et les conséquences imprévues du barrage d'Hydro Mekin, les communautés Baka et les agriculteurs locaux dénoncent une dégradation sans précédent de leur environnement et de leur sécurité. Pour Lerys Nyangona, président de l'Association des Jeunes Peuples Autochtones du Cameroun (AJPAC), le constat est amer. Les forêts, piliers de la survie des Baka, sont devenues le théâtre d'une exploitation « abusive et souvent illégale ». Selon ce leader communautaire, des exploitants, parfois sans titres valides, franchissent les limites de la réserve de biosphère du Dja, site classé au patrimoine mondial de l'UNESCO pour y puiser des ressources au mépris total du consentement des riverains. « Lorsque les populations tentent de réclamer leurs droits, le sous-préfet débarque avec les gendarmes pour intimider les communautés et laisser les exploitants continuer », déplore Lerys Nyangona. Le secteur minier n'est pas en



reste. L'arrivée d'engins lourds, notamment pilotés par des exploitants étrangers, a transformé le paysage en un champ de mines à ciel ouvert. Des excavations dépassant les 50 mètres de profondeur sont abandonnées sans être comblées, devenant des pièges mortels pour les hommes et les animaux. À cela s'ajoutent une pollution massive des eaux et une crise sociale. Attirés par l'espoir d'un gain rapide, les jeunes et les élèves délaissent les bancs de l'école et les champs, plongeant la région dans un début de famine. « Notre grand problème, c'est le problème de l'exploitation d'or qui entraîne déjà toute la population, des élèves et des enfants qui entrent déjà beaucoup là-bas pour exploiter l'or, alors qu'ils risquent beaucoup de choses. Il y a même la famine qui arrive, les gens ne plantent plus, ne cultivent plus, puisque beaucoup vont chercher l'or. Et aussi, avec leur exploitation forestière et minière, nous n'avons pas eu de revenus nous revenant comme une communauté riveraine. Directement, il y a des destructions de plantes, des champs, il y a des difficultés d'aller même en brousse, où ils barrent des rivières. Des inondations arrivent, les gens ne parviennent plus à traverser

pour réparer ses brèches », affirme Akono Bella, cultivateur et leader dans la communauté Baka.

LE PARADOXE D'HYDRO MEKIN : L'OBSCURITÉ AU PIED DU BARRAGE

Annoncé comme le moteur du développement local, le barrage hydroélectrique de Mekin est aujourd'hui vécu comme une désolation par les habitants de l'arrondissement de Bengbis. Le premier paradoxe est saisissant : alors que les turbines tournent à quelques kilomètres de là, Bengbis reste plongé dans le noir, dépendant d'un groupe électrogène municipal essoufflé. Mais le plus grave réside dans l'impact humain et environnemental. Le Révérend apôtre Jean-Félix Avambe Akono, Secrétaire général de l'ARGTFOBE, signale une hausse alarmante des noyades. « Rien qu'en janvier 2026, un jeune de 28 ans s'est noyé car il n'avait pas été informé de la fermeture des turbines qui provoque des crues soudaines », témoigne-t-il. En l'absence d'électricité pour charger les téléphones ou écouter la radio, les populations sont incapables de suivre les alertes de sécurité d'Hydro Mekin.

DES MOYENS DE SUBSISTANCE NOYÉS

Le barrage a radicalement modifié l'écosystème de la Lobo et du Dja. Les inondations permanentes ont englouti les plantations et rendu les techniques de pêche traditionnelles obsolètes. Les riverains, qui utilisaient de petites pirogues de fortune, se retrouvent impuissants face aux vagues et aux courants générés par l'ouvrage. Les promesses d'accompagnement semblent être restées lettre morte. Si certains ont reçu des indemnités, aucun plan de recasement digne de ce nom n'a été mis en œuvre à Bengbis, contrairement au modèle de Lom Pangar. Les formations aux nouvelles techniques, les pirogues à moteur et les gilets de sauvetage promis il y a 15 ans manquent toujours à l'appel. Les Baka, comme Mbote Samson, se voient désormais interdire l'accès à la réserve pour la cueillette des produits forestiers non ligneux (PFNL) comme le Ndô, alors que c'est leur mode de vie ancestral. « C'est interdit que les gens entrent dans la réserve pour faire le braconnage. Ce qu'on veut, c'est qu'ils puissent nous aider à exploiter les produits forestiers

non ligneux (PFNL) parce c'est à la réserve qu'on trouve le Ndô. Depuis l'histoire, l'homme Baka vit de la chasse et de la cueillette. Et brusquement, on vient nous arrêter tout. On va vivre comment avec nos enfants ? Nous voulons qu'on nous donne l'autorisation d'exploiter PFNL avec une assurance qui le prouve » déplore-t-il.

L'APPEL À UNE TRANSITION JUSTE

Face à ce qu'ils considèrent comme un mépris total, les leaders communautaires formulent des attentes précises. Ils réclament une électrification immédiate que ce soit par le réseau d'Hydro Mekin ou par l'énergie solaire pour rétablir la communication et la sécurité. Ils demandent également une régulation stricte des exploitations minières et forestières, avec un partage réel des revenus et une autorisation formelle pour l'exploitation durable des ressources de la forêt. Pour ces gardiens de la biodiversité, le message est clair. Le développement ne peut se faire au prix de leur vie et de leur culture. Sans une réaction rapide des autorités administratives et des gestionnaires de projets, le bassin du Dja risque de passer d'un

sanctuaire naturel à une zone de détresse sociale permanente.

KRIBI : LE MALAISE PERSISTANT DES RIVERAINS FACE AU GÉANT SOCAPALM

À moins de quatre kilomètres du centre-ville de Kribi, l'extension des plantations de la Société Camerounaise de Palmeraies (Socapalm) dessine un paysage industriel qui, pour les populations autochtones, ressemble davantage à une cage qu'à une opportunité de développement. Au micro de Green And Health News, Simava Georges Thierry, fils du village Lendi et figure de la société civile locale, dénonce une cohabitation marquée par la dépossession foncière, des promesses non tenues et un dialogue de sourds. L'ampleur de l'emprise est le premier sujet de discord. Selon les estimations des riverains, basées sur la signalétique de l'entreprise, entre 9 000 et 15 000 hectares de terres auraient été absorbés par l'agro-industriel le long de l'axe Kribi-Akom 2. « Les deux plantations Socapalm sont à moins de 4 kilomètres du carrefour Kinguè. Ils ont pris nos terres des deux côtés de la route », explique Simava Georges Thierry. Cet encerclement ne prive pas seulement les populations de leur espace vital, il les expose à une précarité nouvelle. Avec le boom industriel qui envahit le département de l'Océan, les petits lopins de terre restants font l'objet de ventes non contrôlées, poussées par la pauvreté. Pour Simava, c'est le résultat d'une politique qui a échoué à intégrer les villageois dans la chaîne de valeur.

LE MIRAGE DES PLANTATIONS VILLAGEOISES

Il y a quinze ans, une lueur d'espoir avait pourtant brillé. La Socapalm avait encouragé les locaux à défricher des parcelles pour créer des plantations villageoises, promettant un appui technique et un rachat de la production. « On a défriché des hectares, et puis la Socapalm a disparu », déplore le leader communautaire. Cette absence de suivi a laissé les jeunes sans alternative économique viable. Aujourd'hui, certains d'entre eux, faute d'avoir leurs propres palmiers, finissent par voler des noix dans les champs de l'entreprise, s'exposant à des peines de prison. Pour les riverains, donner des bâches de cérémonie ou construire un forage au carrefour ne remplace pas une véritable politique d'autonomisation : « Il faut apprendre aux riverains à pêcher au lieu de leur donner du poisson » affirme Simava.

UNE TRIPARTITE JUGÉE PARTIALE ET VERROUILLÉE

Le dialogue entre l'entreprise, l'État et les populations matérialisé par la tripartite est lui aussi sévèrement critiqué. Simava

Georges Thierry, ancien membre actif de la Synergie Nationale des Riverains du Cameroun (SYNAPACAM), affirme que les voix critiques sont systématiquement isolées au profit de représentants plus dociles. « Socapalm favorise dans les débats ceux qui défendent leur cause. On se demande comment sont sélectionnés ceux qui représentent les communautés », s'interroge-t-il. Cette exclusion des acteurs de terrain biaise les résultats des discussions et maintient un statu quo où les problèmes de fond (formation des jeunes, contrats de sous-traitance pour les entrepreneurs locaux) restent en suspens.

DES CONDITIONS DE TRAVAIL SOUS HAUTE TENSION

La question de l'emploi local soulève également des inquiétudes sur le climat social interne à l'entreprise. Simava rapporte le cas d'un frère, chauffeur de camion, victime d'une affectation disciplinaire punitive après avoir témoigné en faveur d'un collègue lors d'un incident avec la direction. Selon ce témoignage, le transfert vers le site d'Eseka, loin de son village natal de Kinguè, a poussé l'employé à la démission. « Si tu veux travailler à Socapalm, tu deviens esclave ou tu ne dis plus rien », assène Simava, fustigeant une gestion des ressources humaines qu'il juge archaïque et intimidante.

L'ÉTAT POINTÉ DU DOIGT POUR SON SILENCE

Enfin, le rôle de l'administration publique est remis en question. Pour les riverains, le manque de fermeté des autorités face à la méga-structure laisse le sentiment d'un abandon. Si l'État était réellement aux côtés des populations, estime Simava, il exigerait de la Socapalm un bilan réel et des actions concrètes de formation professionnelle plutôt que de simples gestes de charité. À Kribi, la tension entre le besoin de développement industriel et le respect des droits des autochtones reste entière. Le cas de la Socapalm à Lendi et Kinguè illustre la difficulté de construire un modèle agro-industriel qui ne se fasse pas au détriment de ceux qui, depuis des générations, considèrent cette terre comme leur seul héritage.

BETARE OYA : L'OR DE LA DISCORDE ENTRE DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET URGENCE SANITAIRE

À Betare Oya, dans la région de l'Est, la ruée vers l'or a transformé un eldorado naturel en un véritable champ de désolation. Ndoé Narma Henri Michel, responsable technique de la coopérative minière SCOOP BATENE, livre un témoignage glaçant sur les dérives d'une exploitation minière devenue incontrôlable, où le profit immédiat l'emporte sur la vie humaine et l'avenir de l'environnement. Le

constat de départ fait état de ce que la nature est systématiquement détruite. Le stratagème est bien rodé. Des exploitants, souvent étrangers, utilisent des prête-noms camerounais pour obtenir des permis de recherche. Une fois le précieux sésame en main, ils basculent dans une exploitation industrielle sauvage, faisant fi des obligations de réhabilitation prévues par le Code minier. « Ils se jettent dans une exploitation totalement désorganisée... Une fois qu'ils détruisent la nature, ils ne réhabilitent pas, ils repartent. Et c'est au vu et au su des autorités locales », s'indigne Ndoé Narma Henri Michel. Malgré les alertes, le phénomène s'amplifie, laissant derrière lui des paysages lunaires parsemés d'excavations béantes, sans qu'aucune sanction ne semble freiner cette dynamique de terre brûlée.

LE POISON DANS

L'ASSIETTE ET DANS L'EAU

Plus grave encore que la dégradation des sols, l'utilisation massive de produits chimiques hautement toxiques comme le cyanure et le mercure qui provoque un désastre sanitaire silencieux. Selon Ndoé, ces substances, utilisées pour séparer l'or de la roche (amalgame), s'infiltrent dans les sols et finissent leur course dans les rivières lors des pluies. Les conséquences sur la biodiversité et la santé publique sont alarmantes. L'on note une disparition de plusieurs espèces de poissons, déformations physiques et présence de pus dans les chairs des spécimens pêchés ; explosion des cas de diarrhées chroniques, les populations n'ayant pour seule source d'eau que ces rivières polluées ; une recrudescence suspecte de fausses couches et de grossesses n'arrivant pas à maturité est signalée dans la zone. Si des organisations internationales comme l'UNICEF installent des forages, ces infrastructures restent largement insuffisantes pour les plus de 30 000 habitants de Betare Oya, laissant la majorité de la population exposée au poison chimique.

LE PIÈGE DE L'OR RAPIDE POUR LA JEUNESSE

Pourquoi un tel acharnement malgré les risques ? La réponse réside dans la précarité économique. Dans une région où l'emploi formel est quasi inexistant, l'or représente le mirage d'un gain rapide. Un jeune artisan minier peut gagner 100 000 FCFA en quelques heures de chance, une somme que beaucoup travaillant dans des bureaux, ne touchent pas en un mois de travail acharné. Cette soif de survie rend les interventions des forces de l'ordre inefficaces. Selon Ndoé, à peine la gendarmerie a-t-elle quitté un site que les artisans réoccupent les trous, au péril de leur vie.

UNE JUSTICE À DEUX

VITESSES ?

Le sentiment d'injustice est profond parmi les riverains. Ndoé Narma souligne un déséquilibre flagrant dans la protection des droits alors que les exploitants miniers semblent bénéficier d'une réactivité immédiate de la gendarmerie lorsqu'ils portent plainte contre des villageois, les plaintes des populations locales pour destruction de leurs terres ou pollution restent sans suite. Aujourd'hui, c'est toute la région de l'Est, de Betare Oya à la Kadeï, qui est menacée par cette généralisation des produits chimiques, désormais adoptés par certains artisans locaux pour maximiser leurs rendements. Sans une action étatique forte, coordonnée et surtout intègre, le bassin minier de l'Est risque de devenir une zone sinistrée où l'or aura définitivement remplacé la vie.

LES TERRES DE L'ADAMAOUA OCCUPÉE À 207 % : LE CRI DE DÉTRESSE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AU CHAOS FONCIER

L'Adamaoua, château d'eau du Cameroun et terre d'élevage par excellence, étouffe. Entre les permis miniers qui recouvrent les trois quarts de la région, l'avancée du désert et des titres fonciers étatiques démesurés, l'espace vital des populations se réduit comme peau de chagrin. Pierre Hervé Madougou Yagong, coordonnateur de l'OSC Terre et Développement Durable, dresse un inventaire alarmant de ce qu'il qualifie de crimes environnementaux. Le chiffre est frappant. Le taux d'occupation des terres dans l'Adamaoua atteindrait 207 %. Cette aberration statistique traduit une réalité physique dramatique qui est la superposition des droits sur un même espace. « Le cadastre au Cameroun n'est pas harmonisé. Chaque secteur a le sien, ce qui entraîne des juxtapositions d'emprises. Les terres sont occupées deux fois sur le papier », explique Pierre Hervé Madougou Yagong. Aujourd'hui, 75 % de la superficie de la région est sous emprise de sites miniers. Sans planification, la région se transforme en un véritable gruyère où les trous d'exploration empêchent toute autre activité future, qu'elle soit agricole ou pastorale.

L'ADAMAOUA, NOUVEAU POU MON FORESTIER AU PRIX DU DÉSERT

Un transfert d'activité inattendu inquiète les experts. Depuis 2022, l'Adamaoua met sur le marché plus de bois que les zones forestières traditionnelles du pays. Cette exploitation intensive dans une zone de savane accélère l'avancée du désert, détruisant les équilibres écologiques déjà précaires. Aux infrastructures s'ajoutent les grands projets, comme

l'agrandissement de l'aéroport de Ngaoundéré ou les barrages hydroélectriques, qui, en l'absence de plans de gestion sociale rigoureux, se transforment en sources de préjudices pour les riverains.

SANTÉ ET CONFLITS : LE PRIX HUMAIN DE LA POLLUTION

Les dégâts ne sont pas seulement cartographiques, ils sont humains. Pierre Hervé Madougou inventorie une hausse inquiétante de pathologies graves liées aux pollutions minières notamment une augmentation des cas de maladies cancérigènes, de la stérilité et des fausses couches ; la perturbation de l'ordre des chefferies traditionnelles et multiplication des conflits d'usage. En 1999, la région comptait 10 millions de têtes de bœufs. Or, pour nourrir un tel cheptel avec le système actuel, Pierre Hervé martèle qu'il faudrait 20 millions d'hectares, alors que la région n'en compte que 6,3 millions. Résultat, les éleveurs migrent vers le Centre et le Sud, faute d'espace.

UN PLAIDOYER POUR UNE RÉFORME FONCIÈRE PROFONDE

Face à ce goulot d'étranglement, la Société Civile Terre et Développement Durable porte des revendications précises auprès de l'État notamment de fusionner les données des différents ministères pour mettre fin aux superpositions de titres ; plus de 509 000 hectares de terres agricoles, notamment à Dir et Tibati, sont gelés par des titres fonciers du MINDCAF (Ministère du Domaine, du Cadastre et des Affaires Foncières) ; définir clairement des zones pour la mine, l'agriculture et le pâturage afin d'éviter les conflits intercommunautaires. Si l'État a donné quelques signes positifs comme l'extension théorique de la bande de terres de suivi pour les populations riveraines des agro-industries de 3 à 10 km rien n'est encore formalisé.

LA SENSIBILISATION COMME DERNIER REMPART

En attendant une réaction des autorités, l'OSC mise sur la médiation. L'objectif est d'empêcher que les conflits d'usage ne se transforment en guerres tribales. « Si le bœuf détruit un champ ou si l'apiculteur brûle un pâturage, ce n'est pas par haine, c'est parce qu'il n'y a plus d'espace », martèle le coordonnateur. L'enjeu est désormais de réapprendre à vivre ensemble sur une terre qui, physiquement, ne semble plus pouvoir contenir toutes les ambitions industrielles et agricoles du pays.

FAUNE & CONSERVATION EN AFRIQUE CENTRALE

Dans le sud-ouest de la République centrafricaine, une vaste bai minérale au cœur du parc de Dzanga-Sangha attire chaque jour des dizaines, parfois des centaines d'éléphants de forêt. Ce phénomène rare, presque unique dans le bassin du Congo, offre aux scientifiques une scène d'observation exceptionnelle, stimule un écotourisme naissant et pose la question de l'avenir de la conservation dans une région encore difficile d'accès.

Dzanga Bai, la clairière où les éléphants de forêt réinventent la vie sauvage

Au milieu de l'immense manteau vert de la forêt équatoriale d'Afrique centrale, où la visibilité se réduit souvent à quelques mètres, les éléphants de forêt vivent d'ordinaire comme des fantômes. Leur présence se devine à des branches brisées, des empreintes fraîches ou au grondement sourd d'une trompe lointaine. Les voir rassemblés en nombre au même endroit relève habituellement de l'exception. Située dans le parc national de Dzanga-Sangha, près de Bayanga, cette clairière marécageuse agit comme un aimant naturel. Chaque jour, des troupes d'éléphants de forêt quittent l'ombre compacte des arbres pour rejoindre cet espace ouvert, où le sol et l'eau regorgent de sels minéraux essentiels à leur équilibre biologique.

UNE SCÈNE RARE AU CŒUR DU BASSIN DU CONGO

Le spectacle a quelque chose de presque irréel. Depuis la lisière, les pachydermes apparaissent lentement, avançant avec prudence vers la clairière. Les femelles gardent leurs petits au plus près, tandis que les mâles, plus solitaires, s'installent avec une assurance tranquille dans les zones les plus riches en boue. À certaines périodes, la concentration d'animaux atteint des niveaux spectaculaires. Des comptages récents ont permis d'observer plus de deux cents individus à un même moment, un chiffre exceptionnel pour une espèce réputée discrète et difficile à suivre. Cette singularité fait de Dzanga Bai un



laboratoire naturel à ciel ouvert. Là où la forêt dense masque presque tout, la bai révèle les comportements, les liens sociaux et les routines quotidiennes des éléphants de forêt avec une netteté rare. Autour d'eux, d'autres espèces profitent également de cet îlot écologique : bongos, buffles rouges, potamochères géants et parfois d'autres ongulés forestiers viennent y chercher eau, minéraux ou sécurité.

UNE MINE DE CONNAISSANCES POUR LA SCIENCE

Pour les chercheurs, l'intérêt du site dépasse largement la beauté du spectacle. Dzanga Bai permet un suivi scientifique sur le long terme presque impossible ailleurs dans la région. Les équipes de recherche identifient les éléphants à partir de la forme des oreilles, de la courbure des défenses, des cicatrices ou d'autres traits physiques distinctifs. Cette méthode

permet de reconstituer les trajectoires de vie des individus, leurs alliances, leurs habitudes de fréquentation et l'évolution des groupes familiaux au fil des années. Mais les découvertes les plus fascinantes concernent sans doute leur vie sociale. Les scientifiques y observent des retrouvailles codifiées, de véritables rituels de salutation où les individus se touchent, s'examinent, vocalisent et passent du temps ensemble avant de se disperser à nouveau dans la forêt. La clairière agit ainsi comme une sorte d'agora animale, un lieu où se mêlent nutrition, sociabilité et apprentissage.

POURQUOI LES ÉLÉPHANTS REVIENNENT TOUJOURS

Le secret de l'attractivité de Dzanga Bai se cache sous la surface. Les sols humides et les mares peu profondes contiennent du sodium, du magnésium, du zinc et d'autres éléments rares dans

l'écosystème forestier environnant. Pour les éléphants, ces ressources sont précieuses. Ils aspirent l'eau boueuse, creusent le sol avec leurs défenses et ingèrent la terre enrichie en minéraux. Ce comportement, répété génération après génération, explique la fidélité remarquable des troupes au site. La bai joue aussi un rôle sécuritaire. Dans cet espace ouvert, les mères surveillent plus facilement leurs petits que dans la forêt dense. Les jeunes y trouvent un terrain d'exploration relativement sûr, où l'eau peu profonde devient parfois un véritable espace de jeu.

UN MOTEUR DISCRET POUR LE TOURISME DE NATURE

À Bayanga, la renommée de Dzanga Bai nourrit progressivement l'économie locale. Les guides du parc constatent que la majorité des visiteurs viennent précisément pour assister à ce rassemblement hors norme. Même si les chiffres restent modestes, la fréquentation progresse. En 2025, environ 800 touristes auraient visité le site, un niveau encore limité mais significatif compte tenu des contraintes logistiques. Car atteindre Dzanga-Sangha demeure une aventure en soi. Depuis Bangui, le trajet peut nécessiter plusieurs jours par route, à travers des axes parfois difficiles. Cette accessibilité restreinte freine l'essor du tourisme de masse, mais participe aussi à la préservation du caractère exclusif du site. À cela s'ajoute l'image internationale complexe de la République centrafricaine, souvent perçue à travers le prisme

de l'insécurité, malgré une réalité plus contrastée dans certaines zones protégées.

CONSERVATION, DROITS LOCAUX ET FUTUR FRAGILE

L'avenir de Dzanga Bai ne se résume ni à la science ni au tourisme. La gestion du parc repose aussi sur l'implication des communautés locales et la prise en compte des droits des peuples autochtones, notamment les Ba'aka. Des mécanismes de dialogue et de plainte soutenus par des partenaires de conservation cherchent à renforcer cette participation, dans un contexte où la protection de la biodiversité ne peut être durable sans adhésion des populations riveraines. Le site porte également une ambition académique : former une nouvelle génération de chercheurs d'Afrique centrale capables de produire localement le savoir scientifique sur les écosystèmes du bassin du Congo. Alors que les populations d'éléphants de forêt ont fortement reculé dans plusieurs régions du continent, Dzanga Bai reste l'un des rares sanctuaires où leur présence s'exprime encore avec une telle force. À la tombée du jour, lorsque les troupes regagnent lentement la forêt, la clairière retrouve son calme. Mais derrière ce silence apparent se joue une bataille décisive : celle de la survie d'une espèce emblématique et de l'un des derniers grands théâtres sauvages d'Afrique centrale.

Clarance BIYICK

BIODIVERSITÉ EN PÉRIL

Dans les forêts humides du sud-est de Madagascar, un paradoxe écologique prend de l'ampleur. En consommant massivement les fruits du goyavier-fraise, une espèce exotique invasive, plusieurs lémuriens contribuent malgré eux à la propagation d'une plante qui appauvrit durablement leur habitat. Des chercheurs alertent sur les risques pour la biodiversité et explorent des pistes inédites de restauration.

Quand les lémuriens deviennent les alliés involontaires d'un arbre envahissant

Madagascar, sanctuaire mondial de biodiversité, abrite une faune et une flore introuvables ailleurs sur la planète. Mais dans plusieurs massifs forestiers, notamment autour du parc national de Ranomafana, cet équilibre fragile est de plus en plus menacé par l'expansion du goyavier-fraise (*Psidium cattleianum*), une espèce originaire du Brésil. Introduit hors de son aire naturelle, cet arbre a trouvé dans les zones dégradées de l'île un terrain idéal pour proliférer. Là où la forêt a été fragilisée par les coupes anciennes, l'agriculture ou les cyclones, il forme rapidement des massifs compacts, presque infranchissables. Ces fourrés denses finissent par exclure les jeunes pousses d'arbres indigènes, transformant des espaces autrefois riches en véritables monocultures. Pour les scientifiques, cette progression ne constitue pas seulement un changement de paysage. Elle modifie en profondeur le fonctionnement écologique des forêts, depuis la composition des sols jusqu'aux chaînes alimentaires.

LES LÉMURIENS, DISPERSANTS MALGRÉ EUX

Le phénomène prend une dimension plus troublante encore en raison du rôle joué par les lémuriens. Plusieurs espèces,

attirées par les fruits rouges et abondants du goyavier-fraise, les consomment avec avidité, parfois au détriment des fruits issus des espèces locales. Les graines, résistantes au transit digestif, sont ensuite disséminées dans la forêt par les excréments des animaux. Chaque déplacement d'un lémurien devient ainsi un vecteur potentiel de colonisation végétale. Dans les clairières ouvertes par la chute d'un arbre ou après le passage d'un cyclone, ces graines trouvent des conditions idéales pour germer. Très vite, le goyavier occupe l'espace libre et empêche la régénération naturelle des plantes indigènes. Ce mécanisme place les lémuriens dans une situation paradoxale : l'espèce invasive leur offre une ressource alimentaire immédiate, tout en dégradant à long terme le milieu dont ils dépendent pour survivre.

UN EFFET DOMINO SUR TOUTE LA FAUNE

Les conséquences dépassent largement le seul destin des primates emblématiques de l'île. En remplaçant les arbres locaux, le goyavier-fraise réduit la diversité des insectes et des invertébrés, essentiels à l'alimentation de nombreuses espèces. Oiseaux forestiers, petits mammifères endémiques et tenrecs voient ainsi leurs



ressources diminuer. La raréfaction des insectes provoque une cascade écologique, affaiblissant progressivement l'ensemble du réseau trophique. Un autre signal d'alerte concerne le gui, plante épiphyte particulièrement importante dans les forêts intactes de Ranomafana. Ses feuilles, ses fruits et ses fleurs nourrissent de nombreuses espèces de lémuriens et d'oiseaux. Or, dans les secteurs dominés par le goyavier, cette plante disparaît presque totalement. La raison est simple : l'écorce du goyavier se détache facilement, empêchant les graines collantes du gui de s'y fixer. Cette disparition prive alors la

forêt d'une ressource clé, particulièrement précieuse pendant les périodes de pénurie alimentaire.

DES FORÊTS QUI SE RÉGÈNÈRENT MAL

Le défi ne s'arrête pas à l'élimination physique des arbres envahissants. Même après arrachage, le goyavier laisse derrière lui une empreinte chimique persistante. Ses feuilles et ses fruits en décomposition libèrent dans le sol des substances allélochimiques capables d'inhiber la croissance des autres végétaux. En d'autres termes, la forêt reste « empoisonnée » plusieurs mois, voire plusieurs années, après la disparition visible de l'espèce. Ce

phénomène complique considérablement les programmes de restauration. Sans intervention adaptée, les zones restaurées risquent de voir revenir rapidement le goyavier ou de se reconstituer sous une forme écologiquement appauvrie.

LE BIOCHAR, PISTE PROMETTEUSE VENUE DE MAURICE

Face à cette menace, une solution expérimentale attire l'attention des chercheurs : le biochar, un charbon végétal issu de déchets organiques. Des essais menés à l'île Maurice, confrontée au même envahisseur, ont montré que l'ajout de biochar dans les sols après l'élimination des goyaviers réduisait l'impact des substances toxiques laissées par la plante. Résultat : les espèces indigènes retrouvaient de meilleures conditions pour se développer. Fabriqué notamment à partir de coques de noix de coco, ce matériau pourrait aussi être produit à partir des tiges de goyaviers coupés, créant une forme de recyclage écologique particulièrement ingénieuse. Mais son déploiement à grande échelle soulève encore plusieurs questions : dosage optimal, coût, disponibilité de la main-d'œuvre et effets à long terme sur les sols et la faune locale.

La Rédaction

FINANCE CLIMATIQUE

La Mauritius Commercial Bank franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de finance durable. Grâce à une enveloppe de 100 millions de dollars levée auprès de partenaires européens du développement, l'institution mauricienne renforce sa capacité à soutenir les infrastructures vertes, les énergies renouvelables et les projets d'adaptation climatique en Afrique, dans un contexte où les besoins du continent restent massifs.

MCB sécurise 100 millions de dollars pour les investissements verts

La Mauritius Commercial Bank (MCB), principal établissement bancaire de l'île Maurice, vient de boucler un financement senior de 100 millions de dollars sur une maturité de dix ans. Cette ressource de long terme sera dédiée au soutien de projets climatiques à travers l'Afrique, avec un accent particulier sur les infrastructures bas carbone et les initiatives de résilience face aux effets du dérèglement climatique. Structurée par Proparco, avec la participation de DEG et de FMO, l'opération vise à répondre à l'un des principaux freins au développement des projets verts sur le continent : l'insuffisance de financements longs, capables d'accompagner des investissements lourds dans l'énergie, l'eau ou encore les infrastructures résilientes.

Les fonds seront prioritairement dirigés vers les énergies renouvelables, notamment le solaire et d'autres solutions à faible intensité carbone, mais aussi vers des programmes d'adaptation destinés à limiter l'impact des sécheresses, des aléas climatiques et de la pression croissante sur les ressources naturelles. Pour MCB, cette nouvelle ligne de crédit s'inscrit dans une feuille de route stratégique à horizon 2030, où la durabilité devient un pilier aussi important que la rentabilité. La banque entend ainsi consolider son rôle de partenaire de référence pour la transition écologique en Afrique, un marché en forte expansion malgré



des besoins encore largement sous-financés.

Cette levée de fonds prolonge une relation ancienne entre MCB et plusieurs bailleurs européens. Depuis le début des années 2000, Proparco accompagne régulièrement la banque mauricienne dans ses opérations de financement. DEG fait également partie de ses partenaires historiques, avec plusieurs lignes de crédit déjà mobilisées au cours de la dernière décennie. La nouveauté de cette transaction réside dans l'arrivée de FMO, la banque néerlandaise de développement, qui rejoint pour la première fois ce tour de table. Une ouverture qui élargit la capacité de MCB

à attirer des capitaux internationaux vers des projets verts africains.

Au-delà du continent, cette opération résonne fortement avec les défis propres à Maurice. L'île, bien que très faiblement émettrice à l'échelle mondiale, reste fortement exposée aux chocs climatiques : raréfaction de l'eau, vulnérabilité des infrastructures côtières et pression sur l'agriculture. Les besoins d'investissement sont considérables. Le développement des renouvelables, de l'économie bleue et des infrastructures résilientes pourrait non seulement réduire cette vulnérabilité, mais aussi stimuler l'emploi et créer plusieurs dizaines de milliers d'opportunités

d'ici à 2030. Dans ce paysage, les 100 millions de dollars mobilisés par MCB apparaissent comme une pierre stratégique dans l'édifice de la transition verte africaine, un chantier immense où

la finance devient peu à peu le carburant du changement.

Claude KENDEG

ACTION CLIMATIQUE

La Côte d'Ivoire renforce son leadership diplomatique et environnemental sur la scène continentale. À l'issue d'une session décisive tenue du 25 au 28 mars 2026 à Incheon, en République de Corée, le Fonds Vert pour le Climat (FVC) a officiellement porté son choix sur Abidjan pour abriter son futur bureau régional Afrique. L'annonce a été confirmée samedi dernier par le ministère ivoirien de l'Environnement et de la Transition écologique.

Abidjan devient le nouveau centre névralgique du Fonds Vert pour le Climat

Cette désignation ne doit rien au hasard. Pour les autorités ivoiriennes, ce choix est le reflet direct de la vitalité économique du pays et de son engagement constant dans la lutte contre le dérèglement climatique. En installant ce siège régional dans la capitale économique ivoirienne, le FVC consacre la Côte d'Ivoire comme un acteur pivot de l'action climatique en Afrique. Cette implantation stratégique vient couronner les efforts d'un État qui n'a cessé de manifester sa volonté de piloter la coordination des politiques environnementales à l'échelle du continent.

Le nouveau bureau d'Abidjan disposera d'un périmètre d'action étendu, couvrant l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale ainsi qu'une partie de l'Afrique du Nord. Les objectifs assignés à cette antenne régionale sont multiples. Assurer un suivi de proximité des projets financés par le FVC sur le continent ; offrir une expertise directe aux États pour le montage de dossiers complexes ; faciliter et fluidifier les



mécanismes d'obtention des fonds dédiés à la transition écologique. L'arrivée du FVC sur le sol ivoirien promet des bénéfices concrets pour l'économie locale. Au-delà de la création d'emplois directs, cette installation devrait favoriser l'émergence d'une expertise pointue en ingénierie financière climatique au sein des cadres locaux. Sur le terrain, la présence du Fonds soutiendra des projets cruciaux pour la résilience du

continent. Les secteurs de l'agriculture durable, des énergies renouvelables et de la gestion des ressources naturelles seront en première ligne. À travers ce partenariat, l'enjeu est de transformer les défis environnementaux en opportunités de développement durable, garantissant une meilleure protection des populations face aux aléas climatiques futurs.

Albert BOMBA

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Quand le climat et la transition verte deviennent des moteurs de conflictualité

Le changement climatique ne se contente plus de perturber les écosystèmes, il s'invite désormais à la table des états-majors. Si le lien entre dérèglement météorologique et violence a longtemps été débattu, les économistes et chercheurs disposent aujourd'hui de preuves robustes : les chocs climatiques redessinent les dynamiques de guerre, exacerbées par une transition énergétique paradoxalement gourmande en ressources minières.



C'est à travers le prisme de la terre nourricière que le mécanisme de conflit est le plus flagrant. Dans les régions dépendantes de l'agriculture pluviale, chaque sécheresse ou inondation agit comme un détonateur social. Plusieurs leviers expliquent cette bascule. Lorsque les revenus agricoles s'effondrent, rejoindre une rébellion devient une alternative de survie économique pour les jeunes ; la rareté de l'eau et des terres fertiles intensifie les tensions entre communautés (éleveurs et agriculteurs, par exemple) ; les études suggèrent même que les vagues de chaleur augmentent l'agressivité directe, y compris en milieu urbain.

Ce cercle vicieux est bidirectionnel. Si le climat nourrit la guerre, le conflit détruit l'environnement via la déforestation, la pollution des cours d'eau ou l'exploitation minière illégale destinée à financer les armes.

La lutte contre le carbone impose une demande massive en minerais critiques (lithium, cobalt, cuivre, terres rares). Or, ces gisements se trouvent souvent dans des zones déjà fragilisées. Le conflit entre la République démocratique du Congo et le Rwanda illustre parfaitement cette tension. Des terres riches en cobalt, marquées par des événements climatiques extrêmes, deviennent le théâtre de luttes d'influence arbitrées par les grandes puissances. L'extraction de ces minéraux de la transition présente des risques spécifiques notamment la hausse des cours des métaux attise la convoitise des groupes armés ; la pollution liée à l'extraction minière contamine l'eau et

réduit les rendements agricoles voisins, privant les populations de leurs moyens de subsistance traditionnels et les poussant vers la révolte.

Pour les décideurs publics, l'enjeu est de déconnecter le choc climatique de la réponse violente. Plusieurs solutions émergent des évaluations scientifiques récentes dont la stabilisation des revenus des agriculteurs lors des mauvaises récoltes permettrait de limiter le recrutement par les groupes armés. Toutefois, ces contrats doivent être minutieusement conçus pour ne pas attirer la prédation lors des années fastes ; l'irrigation et le développement des réseaux de transport atténuent les chocs locaux. Cependant, sans une gouvernance forte, ces mêmes routes peuvent faciliter le commerce de contrebande des groupes rebelles ; la certification des minerais et le partage local des bénéfices sont essentiels. Une gestion décentralisée des ressources (eau, forêts) réduit les risques de capture politique par des élites corrompues.

Si la mise en œuvre de ces politiques est onéreuse, les experts rappellent qu'elles coûtent toujours moins cher qu'un conflit prolongé. L'enjeu est désormais de combler les zones d'ombre scientifiques, notamment sur l'impact de la perte de biodiversité et des migrations forcées, afin que l'action publique puisse suivre le rythme effréné des bouleversements climatiques mondiaux.

Albert BOMBA

PR ANDRÉ OMGBA EBALLÉ

ophtalmologue et secrétaire permanent du Comité national de lutte contre la cécité

« On estime à 1,5 million de personnes au Cameroun qui souffrent du glaucome »

Quelle est la situation du glaucome au Cameroun ou alors les maladies oculaires tout court ?

Nous allons parler du glaucome parce que c'est cette pathologie qui est à la une. Cette maladie est la première cause de cécité irréversible dans le monde. Ça veut dire que quand vous tombez aveugle, vous ne récupérez plus. Donc c'est la première cause de cécité irréversible dans le monde, en Afrique et au Cameroun. Sa prévalence au Cameroun est de 2 à 4%. Cette maladie est plus fréquente sur les sujets âgés de 40 ans et plus. Donc on estime à 1,5 million de personnes au Cameroun qui souffrent du glaucome. Dans les statistiques, 50% de ces malades s'ignorent.

Alors, 50% de ces maladies s'ignorent parce que la sensibilisation n'est pas au top. Et maintenant, quand on mélange à ça la cataracte qui est la plus courante.

Ce n'est pas parce que la sensibilisation n'est pas faite. Non, mais c'est parce que le glaucome a une particularité, c'est que les signes d'appel du glaucome sont variables, voire même pas. Le glaucome dans l'œil ne fait pas mal, l'œil n'est pas rouge, l'œil ne larmoie pas. Mais sauf que vous perdez la vue petit à petit du côté jusqu'à la vision centrale. C'est ça la particularité.

Le glaucome ici est lié à une augmentation anormale de la tension oculaire qu'on appelle encore hypertension oculaire. Et c'est cette augmentation anormale de la tension intraoculaire qui altère progressivement et de façon chronique et de façon irréversible vos teneurs optiques.

Donc, en ce qui concerne la cataracte, c'est la première cause de cécité dans le monde. Mais la cataracte est réversible, alors que le glaucome n'est pas réversible. Ce qui est satisfaisant, c'est qu'aujourd'hui, les camerounais commencent à connaître et à comprendre le glaucome. De plus en plus, nous sensibilisons. Ça veut dire que les soins oculaires primaires aujourd'hui sont devenus le leitmotiv du ministre de la Santé publique. Il voudrait que chaque fois que nous parlons de cécité, que nous parlons de soins

oculaires primaires. Ce que nous faisons aujourd'hui à cet instant, ce sont les soins oculaires primaires, c'est-à-dire la sensibilisation des populations au dépistage précoce du glaucome, ce qui les permettra effectivement d'être pris en charge de façon précoce.

Parce qu'on s'est rendu compte dans des études camerounaises qu'un malade sur trois arrive à des stades tardifs de la maladie, soit à des stades de cécité, et que, par ailleurs, sur le sujet noir africain et camerounais, le glaucome arrive d'où les précoces, c'est-à-dire vers l'âge de 35-40 ans, il est sévère, il est difficile à traiter, et l'observance thérapeutique est difficile parce que les médicaments coûtent cher par rapport au niveau de vie de la population générale.

Est-ce que le glaucome est héréditaire ?

Il y a une partie du glaucome héréditaire. 30% des cas de glaucome sont héréditaires. Nous connaissons des familles, des parents jusqu'aux enfants, qui sont tous glaucomateux. Ce qui fait que l'un des éléments des soins oculaires primaires, lorsque nous posons le diagnostic de glaucome chez un parent, nous demandons à faire une consultation familiale parce que le glaucome à 30%, a un caractère héréditaire.

Alors, est-ce qu'on peut prévenir le glaucome ?

Prévenir le glaucome, c'est trop dire, mais dépister tôt, c'est ce qui est véritablement possible. On peut prévenir certaines causes du glaucome, comme les traumatismes oculaires, un coup de poule à l'œil, le fouet qui a frappé un enfant à l'œil à la maison ou à l'école. Ça se prévient parce que le traumatisme oculaire entraîne une forme de glaucome, appelé glaucome post-traumatique. Également, il y a des gens qui prennent des médicaments au long cours, comme les corticoïdes. Également, s'ils sont appelés à prendre ces médicaments parce qu'une prescription est faite pour ça, en ce moment, ils devraient savoir et être informés que les corticoïdes augmentent la pression intraoculaire et sont un très grand facteur de risque de glaucome appelé glaucome cortisonique.

Qu'est-ce qu'il faut faire ?

Ce qu'il faut faire, c'est qu'il faudrait que ceux qui prennent ce type de médicaments soient vus fréquemment par l'ophtalmologiste qui dépiste tout l'augmentation, et qu'on puisse revoir son traitement. Soit des médicaments à une dose qui est revue à la baisse, soit l'arrêt progressif, et soit continué son traitement par autre chose. Il y a également les sujets myopes forts qui sont à risque de glaucome. Il devrait également, de temps à autre, faire des consultations d'ophtalmologie pour se faire dépister le glaucome.

Néanmoins, toute la population âgée de 40 ans et plus, surtout la population camerounaise, nous sommes appelés à se faire dépister le glaucome lors des consultations de routine de l'âge de 40 ans. Et je pense même que ces consultations de routine devraient être fréquentes. Mais pour ceux qui ont déjà le glaucome, ils devraient savoir que ce n'est pas parce qu'ils voient qu'ils n'ont pas le glaucome ou qu'ils doivent s'amuser avec le traitement, ils doivent être assidus au traitement, assidus au rendez-vous de contrôle, parce que le médecin et son malade glaucomateux forment un couple fonctionnel à vie.

Les traitements sont disponibles, les médicaments, certes vrai, ça coûte cher, c'est disponible. Le laser, oui, il traite, mais ses résultats restent encore mitigés. La chirurgie, c'est également un type de traitement. C'est pour ça que la journée mondiale du glaucome est effectivement dédiée à la sensibilisation de ceux qui ne sont pas encore glaucomateux ou qui ne le sont pas, mais également à ceux qui sont glaucomateux, pour un meilleur suivi des prescriptions ou alors pour un suivi à vie de leur traitement en cours.

On a parlé du rein qui est un organe essentiel du corps. Quand on perd le rein, aujourd'hui au Cameroun, on peut le transplanter. Est-ce que, quand on perd un œil, on peut le transplanter aussi ?

L'œil ne s'achète pas. On ne transplante pas l'œil. On n'a pas encore trouvé un moyen de faire ce type de chirurgie ou de faire ce type de microchirurgie. Donc, quand vous perdez l'œil, vous l'avez totalement perdu.



Mais parfois, on voit les yeux, on dit que c'est des yeux d'animaux qu'on remplace

Ce sont des prothèses. Ça ne voit pas. Et c'est pour ça que nous sommes là comme secrétaire permanent du programme national de lutte contre la cécité parce que la cécité liée au glaucome est irréversible. Tandis que la cécité liée à la cataracte est réversible. Donc, nous sommes là pour contrôler toutes ces maladies cécitantes et redonner de l'espoir à toute la population camerounaise dans le cadre des soins oculaires. Le dépistage du glaucome ou de l'hypertonie oculaire, facteur de risque du glaucome dans tous les centres de soins oculaires, qu'ils soient privés ou publics, l'hypertonie oculaire se passe en 30 secondes. Donc, on vous passe à une machine, on prend vos tensions oculaires, on vous donne les chiffres. Si la tension oculaire est élevée, c'est-à-dire supérieure à 21 millimètres de mercure, on vous donne rendez-vous pour une consultation approfondie, parce que c'est déjà là le premier départ de votre glaucome.

Pr Omgba, on rencontre quand même dans des établissements aujourd'hui, sur peut-être 50 élèves, on va avoir une trentaine ou une vingtaine qui portent des lunettes. Alors, ces sensibilisations, comment peut-on faire pour porter de moins en moins les lunettes à l'école ?

Nous sommes même dans le cadre aujourd'hui de comment faire pour dépister le glaucome au maximum l'indice de réfraction en milieu scolaire. Le programme national de lutte contre la cécité est même dans l'optique de dépister de plus en plus, les vices de réfraction non corrigées en milieu scolaire, parce que nombreux enfants

qui présentent des échecs scolaires, pas parce qu'ils sont plus intelligents, pas parce que l'enseignant ne donne pas assez bien le coup, mais parce qu'on a observé une chose que certains ne vont pas bien. Lorsque nous faisons des campagnes de dépistage des vices de réfraction en milieu scolaire, on se rend bien compte que dans une classe de 60, on se retrouve avec peut-être une dizaine d'enfants qui posent un problème de vue. Et lorsqu'on corrige leur problème de vue avec les lunettes, ces enfants donnent un meilleur rendement. Donc, ça entre dans le nouveau plan stratégique national des soins oculaires 2025-2030 que nous sommes en train de rédiger ou d'élaborer actuellement, et qui va être validé certainement au mois d'octobre 2026 à la journée mondiale de la vue.

Quel est le message que vous pouvez prodiguer aux populations ?

Venez-vous faire dépister ou allez-vous faire dépister le glaucome dans les centres de soins oculaire, qu'ils soient publics ou privés, et cela va se passer de façon gratuite. Le dépistage du glaucome, ça se fait en une minute maximum, ça veut dire qu'on ne vous prend pas assez de temps, on vous passe au tonomètre à air pulsé, c'est-à-dire que l'appareil qui prend votre tension oculaire et en un clic de façon automatique, la tension est prise, on vous donne les chiffres. Si la tension est supérieure à 21 millimètres de mercure, on vous donnera rendez-vous pour des constatations approfondies afin de voir à quel niveau ou à quel stade se trouve votre glaucome.

Propos retranscrit par Albert BOMBA

AIR POLLUÉ, SOLS DÉTRUITS, MARÉES NOIRES

Des infrastructures énergétiques visées, du phosphore blanc massivement répandu sur des terres agricoles, des pétroliers bloqués en mer... Le conflit au Moyen-Orient pollue l'air, les sols et les eaux avec des conséquences à court et à long terme pour la population, la biodiversité et le climat.

La guerre au Moyen-Orient, un désastre écologique durable

En Ukraine, au Soudan, à Gaza... Partout où des conflits font rage, les habitations, les systèmes scolaires et de santé mais aussi les terres agricoles ou encore les sources d'eau potable sont entraînés dans un même cycle de destruction avec des conséquences humanitaires, mais aussi environnementales et climatiques. La guerre déclenchée le 28 février au Moyen-Orient ne fait pas exception, loin de là.

«Les frappes massives menées par les États-Unis et Israël en Iran, et la riposte de Téhéran dans les pays du Golfe, sont responsables d'une catastrophe écologique», alerte l'Observatoire des conflits et de l'environnement (Ceobs). Depuis le début du conflit, le 28 février, cette ONG britannique spécialisée répertorie et analyse à distance les impacts du conflit sur l'air, les sols ou encore les eaux en travaillant avec des données issues de médias, de réseaux sociaux et d'images satellites. Et à ce jour, elle a répertorié environ 300 incidents pouvant entraîner des dégâts sur l'environnement. «À ce stade, notre principale inquiétude porte sur la pollution générée par le conflit», explique Doug Weir, président du Ceobs. «Car à court, moyen et long terme, celle-ci va avoir un impact sur la santé des populations, sur les écosystèmes terrestres et marins et sur l'accès aux ressources naturelles comme l'eau potable.»

Une crainte partagée par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans une note publiée le 13 mars. Ce conflit «risque d'accentuer encore la pression sur les ressources naturelles, d'endommager les écosystèmes marins et terrestres, de compromettre les efforts visant à renforcer la résilience face au changement climatique, et d'affecter [...] la sécurité sanitaire des aliments».

FUMÉES TOXIQUES ET PLUIES NOIRES

L'inquiétude est d'autant plus grande que rapidement cette guerre s'est démarquée en devenant une bataille de l'énergie, faisant des infrastructures énergétiques de la région un véritable champ de bataille. «Cibler des infrastructures pétrolières et gazières est particulièrement problématique car lorsqu'elles sont touchées, les incendies qui s'y déclenchent libèrent de nombreux gaz polluants comme du CO₂, de l'azote, du soufre...» note sur l'antenne de France 24 Mathilde Jourde, responsable du programme Climat, environnement



et sécurité à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

«Cibler des infrastructures pétrolières et gazières est particulièrement problématique car lorsqu'elles sont touchées, les incendies qui s'y déclenchent libèrent de nombreux gaz polluants comme du CO₂, de l'azote, du soufre...» note sur l'antenne de France 24 Mathilde Jourde, responsable du programme Climat, environnement et sécurité à l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris).

L'exemple le plus flagrant de cette pollution de l'air est sans nul doute les panaches de fumée et la pluie noire qui se sont abattus sur Téhéran, début mars, après que des frappes israéliennes ont mis le feu à quatre dépôts de carburant près de la capitale iranienne. Ces dégagements ont ensuite voyagé dans le reste de la région puis jusqu'en Afghanistan, en Chine et en Russie, selon le Ceobs.

Puis des «pluies noires», un mélange de pétrole et de pluie ont commencé à tomber sur la ville. «Des millions de personnes ont potentiellement été exposées à cette pollution de l'air, avec des risques aigus pour les personnes déjà vulnérables soit en raison de leur âge soit à cause de problèmes respiratoires préexistants comme de l'asthme», regrette Doug Weir.

Et cette pollution n'aura pas disparu une fois les panaches de fumée dissous. «Certains des polluants libérés peuvent persister dans l'environnement pendant de longues périodes, ce qui signifie que les populations pourront encore y être confrontées dans le futur», précise Doug Weir.

Par ailleurs, outre les frappes sur des structures énergétiques, les attaques sur des bases militaires et les menaces sur les installations nucléaires génèrent d'autres risques potentiels pour l'environnement, note Mathilde Jourde. «La destruction

d'installations militaires projette forcément des débris explosifs et des métaux lourds dans l'environnement» - des produits toxiques même en faible quantité, explique la spécialiste.

Quant à la menace d'attaques sur les capacités nucléaires de l'Iran, d'Israël ou d'autres pays de la région, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Rafael Grossi, s'est inquiété d'une situation «très préoccupante». «Nous ne pouvons exclure un possible rejet radiologique aux conséquences graves», a-t-il prévenu.

«On a ainsi toute une panoplie d'infrastructures qui sont ciblées, avec, à chaque fois, son lot de dégradations environnementales catastrophiques avec des risques directs, indirects et des conséquences en cascade à très long terme», résume Mathilde Jourde.

«L'ENVIRONNEMENT EST ARSENALISÉ»

Au-delà de la pollution de l'air, les sols et les eaux risquent aussi d'être affectés par le conflit. Car si la pollution générée par les frappes s'échappe dans l'air, elle s'engouffre aussi dans les sols et les nappes phréatiques, rappelle le PNUE. Surtout, «certaines tactiques de guerre utilisées dans le conflit sont ouvertement destinées à détruire des sols, notamment des surfaces agricoles», dénonce Mathilde Jourde. «Plusieurs spécialistes ont ainsi fait état de l'utilisation de phosphore blanc et de glyphosate déversé au Liban par l'armée israélienne. L'objectif est clairement de détruire la capacité agricole du territoire pour affaiblir le pays et la population», souligne-t-elle.

Dans ce cas, «l'environnement devient même une cible en soi. Il est instrumentalisé voire arsenalisé pour affaiblir la résilience des sociétés après le conflit», insiste-t-elle.

Et là encore, l'histoire montre que

les conséquences de ces attaques peuvent se ressentir pendant des décennies. Le Vietnam paie par exemple encore les conséquences de l'utilisation par les forces américaines de l'«agent orange», un herbicide ultra-puissant, lors de la guerre dans le pays dans les années 1960 et 1970.

«Dans les prochaines années, il sera donc indispensable d'effectuer un grand travail de terrain pour caractériser spécifiquement ces dommages environnementaux et identifier les réponses appropriées», appelle ainsi Doug Weir, du Ceobs. «Car avec notre seul travail à distance, nous ne disposons pour le moment d'aucune donnée précise sur les quantités de produits utilisés ou ce qui a été détruit.»

MARÉE NOIRE DANS LE DÉTROIT D'ORMUZ

Depuis le début de la guerre, plusieurs incidents ont aussi touché des navires bloqués dans le détroit d'Ormuz, le grand carrefour où transite la grande majorité du commerce des hydrocarbures. Non seulement le président américain, Donald Trump, a fait état de plusieurs bateaux de la marine iranienne coulés mais plusieurs marées noires ont aussi été répertoriées depuis le début du conflit. Une frégate iranienne torpillée a également relargué une nappe de pétrole de plusieurs kilomètres de long au large du Sri Lanka, selon le Ceobs.

Une catastrophe pour la biodiversité extrêmement riche de ce milieu. Plus de 2 000 animaux marins y vivent dont des espèces menacées comme des dugongs, des baleines à bosse, des requins-baleines ou des tortues marines. Ils y cohabitent avec des coraux, mangroves et herbiers marins précieux à la santé de la planète.

CINQ MILLIONS DE TONNES DE CO₂

Et le climat, dans tout ça ? Aux conséquences sur l'environnement de la région, la guerre est aussi génératrice d'importantes émissions de gaz à effet de serre, et participe donc au dérèglement climatique.

Les armées du monde entier sont déjà de grands participants au réchauffement de leur planète puisqu'elles utilisent une grande quantité d'énergies fossiles pour faire fonctionner leurs avions, leurs navires et fabriquer leur arsenal. À elles seules, elles représentent ainsi 5,5 % des émissions mondiales de CO₂.

Pour ce qui est de l'empreinte carbone de la guerre au Moyen-

Orient elle-même, elle est pour le moment très difficile à quantifier. Pour cause, «pour connaître l'empreinte carbone d'une guerre, on calcule les émissions pendant les conflits mais aussi avant et après, notamment les émissions générées dans le futur pour la reconstruction», explique Mathilde Jourde.

Selon une première estimation du think tank américain Climate and Community Institute, sur les quinze premiers jours, le conflit aurait généré 5 millions de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre, soit les émissions annuelles d'un pays comme l'Islande.

«Environ la moitié de ce chiffre provient des bâtiments qui ont été détruits, car le béton et l'acier qui seront nécessaires pour les reconstruire sont très émetteurs en CO₂», selon Patrick Bigger, directeur de recherches de l'Institut. Ensuite viennent les émissions liées à la destruction des réserves de combustible qui font suite au bombardement des entrepôts d'hydrocarbures iraniens.

Petite lueur d'espoir dans ce tableau bien sombre : «cette guerre met de nouveau en lumière la surdépendance de nombreux pays aux hydrocarbures et aux énergies fossiles», note Mathilde Jourde. «Pour l'Union européenne, comme pour d'autres pays, c'est l'occasion de se rappeler que diversifier son approvisionnement en énergie, notamment en se tournant vers les énergies renouvelables, est aussi aujourd'hui un levier de résilience pour faire face aux enjeux géopolitiques.»

LÉGIFÉRER LES ATTEINTES ENVIRONNEMENTALES

Une dernière question reste en suspens : les belligérants devront-ils un jour rendre compte de leurs atteintes à l'environnement ? Si théoriquement cela constitue un crime en vertu du droit international, en réalité, l'application des législations reste en effet très limitée, selon les spécialistes.

Alors que la Cour pénale internationale a récemment publié des lignes directrices sur la manière dont l'environnement doit être pris en compte lors de l'examen de crimes, Mathilde Jourde appelle ainsi à «structurer ce cadre juridique pour mettre en place de véritables mesures pour protéger l'environnement dans les guerres.»

Combattre la pollution plastique



Pourquoi c'est grave ?

- Les déchets plastiques polluent l'environnement
- Ils obstruent les cours d'eau et contribuent aux inondations
- Ils envahissent les océans et menacent la biodiversité marine
- Ils dégradent les espaces publics et nuisent à l'attractivité touristique

Que peux-tu faire ?

-  Jeter tes déchets dans les poubelles et non dans la nature
-  Utiliser des gourdes et des sacs réutilisables
-  Participer aux activités de clean up
-  Réutiliser tes produits plastiques
-  Sensibiliser autour de toi

Tu as une idée d'initiative pour
lutter contre la pollution plastique ?

Lance-toi, car chaque action compte !!

    Think Green
 thinkgreencmr@gmail.com
 +237 695 685 759

